Cellule d'analyse européenne

Paquet d'hiver "Une énergie propre pour tous les Européens"

COM(2016)759, 761, 763, 765, 767 et COM(2016) 860, 861, 862, 863,864

Résumé: Le paquet d'hiver "Une énergie propre pour tous les Européens" à l'examen constitue le dernier élément du "cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030". Ce paquet contient des propositions concernant l'efficacité énergétique, l'écoconception, les énergies renouvelables, la conception du marché et la gouvernance. Chaque État membre devra lui-même indiquer, à la lumière des mesures prévues dans son Plan d'action national, comment il compte réaliser les objectifs en matière de réduction des émissions de gaz, d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et d'interconnexion. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité sur les propositions COM(2016)761 et 765 expire le 27 janvier 2017**.

1. Contexte

La stratégie de l'union de l'énergie, telle que définie en 2015, comprend cinq dimensions : la sécurité d'approvisionnement, le marché intérieur, les économies d'énergie, la décarbonisation de l'économie et la recherche et le développement.

En vue de réduire les émissions de CO2 d'au moins 40% d'ici 2030 au sein de l'UE, la Commission européenne a complété, en 2016, son « cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 » par différentes initiatives.

Le paquet sur la sécurité énergétique de février 2016 visait à accroître la production d'énergie (renouvelable) au sein de l'UE et à poursuivre le développement du marché européen de l'énergie.

Le paquet d'été "Union de l'énergie et Action pour le climat" contenait des propositions relatives à l'économie circulaire et à faible intensité de carbone.

Le paquet d'hiver "Une énergie propre pour tous les Européens" à l'examen constitue le dernier élément du "cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030". Ce paquet contient des propositions concernant l'efficacité énergétique, l'écoconception, les énergies renouvelables, la conception du marché et la gouvernance.

Ce paquet énergie place le consommateur au cœur de la politique énergétique. En mobilisant des fonds publics et privés, il mise sur une augmentation de la croissance et de l'emploi au cours de la prochaine décennie (1% de hausse du PIB et 900 000 nouveaux emplois).

2. Teneur

Les lignes de force des propositions législatives et des propositions de politique sont les suivantes :

	Teneur	Commentaire
1	Objectifs	Le train de mesures d'hiver poursuit trois objectifs : accroître l'efficacité énergétique (-30% en 2030), faire jouer à l'UE un rôle de premier plan en matière d'énergie renouvelable (27% en 2030) et rendre l'énergie abordable sur le plan financier.
2	« Gouvernance »: chaque année, un plan national climat-énergie et un rapport d'avancement	Les États membres publient chaque année un rapport sur les progrès réalisés dans chacune des cinq dimensions de l'Union énergétique, la Commission procédant à l'évaluation des plans à la lumière du *« Cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 »*. Les États membres soumettront une première version de leur plan le 1er janvier 2018.
2	Efficacité énergétique	Au niveau européen, Un objectif contraignant est fixé pour 2030 en matière d'efficacité énergétique : la consommation d'énergie devra avoir diminué de 30% par rapport à 1990. Au cours de la période 2021-2030, les fournisseurs et distributeurs d'énergie devront réaliser chaque année une économie d'énergie supplémentaire de 1,5%. Ces efforts stimuleront la rénovation, l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments et les investissements. Le consommateur sera mieux informé à propos de la consommation d'énergie et verra ses droits étendus dans les domaines de la mesure et de la facturation de sa consommation. Les États-membres doivent également tenir compte des aspects sociaux de l'efficacité énergétique (précarité énergétique).
3	Énergie renouvelable	En 2030, les sources renouvelables représenteront au minimum 27% de la consommation énergétique dans l'UE. Cette politique se traduira par des mesures qui amélioreront le fonctionnement du marché, renforceront la position des consommateurs et amélioreront le climat d'investissement. La proposition de directive ouvre des possibilités d'accroître la part des énergies renouvelables dans le secteur du chauffage et de la réfrigération. L'objectif chiffré est d'accroître la part du renouvelable dans l'offre énergétique globale d'un point de pourcentage par an jusqu'en 2030. L'utilisation de biocarburants dans le secteur des transports sera encouragée. Les fournisseurs d'énergie seront obligés de livrer une part accrue de leurs produits sous la forme de combustibles renouvelables et pauvres en carbone (notamment des biocarburants avancés et de l'électricité renouvelable). Les biocarburants de « première génération », produits au départ de plantes pouvant également servir de nourriture, seront progressivement évincés.
4	Mécanisme de capacité au niveau de l'UE	Un producteur d'un État membre pourra pallier un déficit énergétique survenant dans un autre État membre. La constitution de réserves de production par les producteurs d'énergie sera rétribuée afin de faire face à d'éventuels pics de consommation.

5	Le nouveau règlement « écoconception »	Le règlement « écoconception » relatif aux produits utilisés dans les systèmes de conditionnement d'air, de chauffage et de réfrigération vise à réduire au maximum l'impact de ces produits dès le stade de la conception. De nouvelles possibilités de financement pour améliorer l'isolation des bâtiments, développer de meilleurs labels énergétiques et concevoir des appareils moins énergivores devront permettre d'atteindre l'objectif fixé en matière d'efficacité énergétique (-30% de la consommation finale d'énergie).

3. Cadre juridique européen

Les articles 191, 192 et 194 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui confère une compétence législative pour prendre des mesures axées sur l'énergie et la lutte contre le changement climatique, constituent la base juridique des mesures.

Les propositions de législation à l'examen concrétisant le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 ainsi que l'accord de Paris sur le climat, la Commission européenne a inscrit ces mesures comme une priorité dans le programme législatif de 2017.

4. Contexte belge / approche interfédérale:

La ministre fédérale de l'Énergie a annoncé que des groupes de travail techniques ont été mis sur pied au niveau de la concertation interfédérale Énergie (CONCERE/ENOVER) pour analyser les différentes propositions législatives et non législatives (ex : *eco-design*) de ce *Winter package*.[1]

Dans sa note de politique générale, la ministre a indiqué qu'un plan d'action national concernant l'efficacité énergétique sera établi par CONCERE, en collaboration avec les entités fédérées, pour être transmis le 30 avril 2017 au plus tard à la Commission européenne[2].

5. Suivi au sein de(s) la commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- commission de l'Économie (aspect "énergie");
- commission de la Santé publique et de l'Environnement (aspect « climat »)
- commission "Climat et Développement durable";
- pour information: Comité d'avis fédéral pour les questions européennes.

6. Suivi au sein des instances fédérales:

- la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable;
- le SPF Économie.

7. Suivi parlementaire:

Sept documents concernent des propositions de législation à propos desquelles la commission compétente peut donner un avis sur la subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du règlement de la Chambre.

[1] http://marghem.belgium.be/fr/winter-package-les-priorités-de-la-ministre-marie-christine-marghem
[2] Note de politique générale de la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, DOC 54 2111/012, p. 30; voir http://www.lachambre.be/doc/FLWB/pdf/54/2111/54K2111012.pdf

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité concernant les propositions COM(2016)761 et 765 expire le 27 janvier 2017. Pour un certain nombre d'autres mesures, la date limite n'est provisoirement pas encore connue étant donné que toutes les propositions n'ont pas encore été traduites dans toutes les langues officielles de l'UE.

Les parlements nationaux peuvent également transmettre leurs observations à la Commission européenne dans le cadre du "dialogue politique" (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

8. Projet d'avis concernant la subsidiarité et la proportionnalité des propositions:

Projet d'avis concernant la subsidiarité et la proportionnalité:

- en ce qui concerne la subsidiarité: positif

Eu égard au caractère transfrontalier de la matière, il est raisonnable de prévoir une intervention européenne. Les objectifs en matière d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable et de climat pourront plus aisément être atteints au niveau de l'Union, qui soutiendra à son tour les actions au niveau national. Les propositions visent en outre à modifier des directives ou règlements existants.

- en ce qui concerne la proportionnalité: positif

Les mesures ne semblent pas aller au-delà de l'objectif visé et s'inscrivent dans le cadre de la stratégie pour l'Union de l'Énergie, telle que définie en février 2015, et de l'Accord de Paris sur le changement climatique de décembre 2015.

Le rapportage est désormais simplifié: un seul plan national climat et énergie et un seul rapport d'avancement par an.

À la lumière des mesures contenues dans le plan d'action national proprement dit, chaque État membre devra indiquer comment il compte mettre en œuvre les objectifs imposés en matière de réduction des émissions de gaz, de promotion des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et d'interconnectivité.

Dans ce contexte, la Commission européenne gagne ainsi en efficacité à l'instar de ce qu'a réalisé le semestre européen. Dans l'hypothèse où la Commission jugerait que les plans nationaux ne sont pas suffisamment ambitieux, elle pourrait prendre des mesures au niveau de l'Union en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Pour en savoir plus:

Texte des propositions de législation et de communications:

COM(2016)752 - Rapport final de l'enquête sectorielle sur les mécanismes de capacité :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160752.do

COM(2016)759 – Proposition de règlement - Gouvernance de l'Union de l'Énergie :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160759.do

COM(2016)761 – Proposition de directive "Stratégie de l'UE en matière de chauffage et de refroidissement" :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160761.do

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de la proposition COM(2016)761 expire le 27 janvier 2017.

COM(2016)763 – Communication “Accélérer l'innovation dans le domaine des énergies propres” :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160763.do

COM(2016)765 – Directive sur la “Performance énergétique des bâtiments” :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160765.do

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de la proposition COM(2016)765 expire le 27 janvier 2017.

COM(2016)767 – Directive visant à promouvoir l’utilisation des énergies renouvelables :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160767.do

COM(2016)860 – Communication “Une énergie propre pour tous les Européens” :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160860.do

COM(2016)861 – Marché intérieur de l’électricité (refonte) :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160861.do

COM(2016)863 – Création d’une Agence de coopération des régulateurs de l’énergie (refonte):
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160863.do

COM(2016)864 – Directive – Dispositions communes relatives au marché intérieur de l’électricité :
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160864.do

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE - énergie dans l’UE – politique de l’environnement de l’UE – énergie douce – développement durable – politique énergétique – économie d’énergie – production d’énergie – approvisionnement énergétique – construction – réduction des émissions de gaz - transport

Rédaction: Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be

Europese analysecel

Winterpakket “Schone energie voor alle Europeanen”

COM(2016)759, 761, 763, 765, 767 en COM(2016) 860, 861, 862, 863,864

Samenvatting: Het winterpakket “Schone energie voor alle Europeanen”, dat hier wordt besproken, vormt de laatste schakel van het “klimaat- en energiekader voor 2030”. Dit pakket bevat voorstellen rond energie-efficiëntie, ecodesign, hernieuwbare energie, marktdesign en governance. Elke lidstaat zal in het licht van de maatregelen in het Nationaal Actieplan zelf moeten aangeven hoe het de doelstellingen zal implementeren op het gebied van het terugdringen van de gasemissies, de hernieuwbare energie, de energie-efficiëntie en de interconnectiviteit. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de voorstellen COM(2016)761 en 765 te formuleren, verstrijkt op 27 januari 2017**.

1. Context

De strategie voor de Energie Unie, zoals vastgelegd in 2015, omvat 5 dimensies: bevoorradingszekerheid, interne markt, energiebesparingen, het koolstofarm maken van de economie en onderzoek en ontwikkeling.

Om de CO2-uitstoot in de EU tegen 2030 met minstens 40% verminderen, heeft de Europese Commissie in 2016 met verschillende initiatieven het “klimaat- en energiekader 2030” nader ingevuld.

Het pakket “Energiezekerheid” van februari 2016 had betrekking op het opvoeren van de (duurzame) energieproductie in de EU en het verder ontwikkelen van de Europese energiemarkt.

Het zomerpakket “De energie-unie en klimaatactie” bevatte voorstellen rond de circulaire en koolstofarme economie.

Het winterpakket “Schone energie voor alle Europeanen”, dat hier wordt besproken, vormt de laatste schakel van het “klimaat- en energiekader voor 2030”. Het pakket omvat voorstellen rond energie-efficiëntie, ecodesign, hernieuwbare energie, marktdesign en governance.

Dit energiepakket plaatst de consument centraal in het energiebeleid. Via het mobiliseren van particulier en overheidskapitaal zet het pakket in op meer groei en jobs voor het komende decennium (1% van het bbp en 900.000 nieuwe banen).

2. Inhoud

De krachtlijnen van de wetgevende en beleidsvoorstellen zijn de volgende:

	Inhoud	Toelichting
1	Doelstellingen	Het winterpakket heeft drie oogmerken: energie-efficiëntie (30 % in 2030), een toonaangevende rol van de EU in hernieuwbare energie (27 % in 2030) en betaalbare energie.
2	“Governance”: jaarlijks één nationaal klimaat- en energieplan en één voortgangsverslag	De lidstaten brengen jaarlijks verslag uit over de vooruitgang op het gebied van de 5 dimensies van de energie-unie waarbij de Commissie de plannen evalueert in het licht van het “klimaat- en energiekader 2030”. De lidstaten zullen op 1 januari 2018 een eerste versie van hun plannen indienen.
2	Energie-efficiëntie	Op EU-niveau wordt voor 2030 een bindende energie-efficiëntiedoelstelling van 30 % minder energieverbruik vooropgesteld in vergelijking met 1990. De energieleveranciers - en verdelers moeten over de periode 2021-2030 jaarlijks 1,5% meer energie besparen. Dit geeft een aanzet tot gebouwenrenovatie, energieprestaties voor de gebouwen en investeringen. De consument krijgt betere informatie over energieverbruik en meer rechten in de meting en de facturatie van het verbruik. Lidstaten moeten ook oog hebben voor de sociale aspecten van energie-efficiëntie (energiearmoede).
3	Hernieuwbare energie	Tegen 2030 staan de hernieuwbare bronnen voor minimum 27 % in voor het energieverbruik in de EU. Dit beleid krijgt nader vorm via maatregelen die de marktwerking verbeteren, de positie van consumenten versterken en het investeringsklimaat opkrikken. De ontwerprichtlijn biedt opties om het aandeel hernieuwbare energie in verwarming en koeling te verhogen. Streefcijfer is een verhoging van het aandeel van hernieuwbare energie met 1 procentpunt per jaar in het totale aanbod tot 2030. Het gebruik van biobrandstoffen in de transportsector wordt aangemoedigd. De brandstofleveranciers worden verplicht een groter aandeel af te leveren van hernieuwbare en koolstofarme brandstoffen (onder meer geavanceerde biobrandstoffen en hernieuwbare elektriciteit). ‘Eerste generatie’ biobrandstoffen, gewonnen uit gewassen die ook voor voedsel geschikt zijn, worden uitgefaseerd.
4	Capaciteitsmechanisme op EU-niveau	Een producent uit een lidstaat kan bijspringen bij een tekort in een andere lidstaat. Energieproducenten worden vergoed om productiereserves aan te houden met het oog op mogelijke consumptiepieken of -tekorten.
5	De nieuwe “ecodesign” verordening	De “ecodesign” verordening betreffende lucht, verwarming- en koelingproducten zorgt ervoor dat bij de ontwikkeling van producten de milieu-impact minimaal is. De energie-efficiëntiedoelstelling van 30% van het finale energieverbruik kan tot stand komen via de nieuwe financieringsmogelijkheden voor beter geïsoleerde gebouwen, betere energielabels en efficiëntere toestellen.

3. Europees juridisch kader:

De rechtsbasis voor de maatregelen is Artikel 191, 192 en 194 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU), dat een wetgevende bevoegdheid verleent om maatregelen te nemen die gericht zijn op de energie en bestrijding van klimaatverandering.

Omdat de besproken wetsvoorstellen het klimaat- en energiekader van 2030 en het Klimaatakkoord van Parijs nader vorm geven, heeft de Europese Commissie deze maatregelen opgenomen als een prioriteit in het wetgevingsprogramma 2017.

4. Belgische context / Inter-federale aanpak:

De federale minister van Energie heeft meegedeeld dat er technische werkgroepen zijn opgericht op vlak van het inter-federaal Energieoverleg (CONCERE/ENOVER) om de verschillende wetgevingsvoorstellen en de niet-wetgevende initiatieven (bijv. : eco-design) van het Winterpakket op te volgen[1].

In haar beleidsnota heeft de minister aangegeven dat op het gebied van energie-efficiëntie in samenwerking met de gefedereerde entiteiten een nationaal actieplan zal worden opgesteld door ENOVER. Dit plan zal ten laatste tegen 30 april 2017 aan de Europese Commissie worden overgemaakt[2].

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Bedrijfsleven (aspect “energie”);
- Commissie Volksgezondheid en Leefmilieu (aspect “klimaat”);
- Commissie Klimaat en Duurzame Ontwikkeling;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- De minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling;
- FOD Economie.

7. Parlementaire opvolging:

Zeven documenten zijn voorstellen van wetgeving waarover de bevoegde commissie een subsidiariteitsadvies kan geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies over de voorstellen COM(2016)761 en 765 te formuleren, verstrijkt op 27 januari 2017. Voor een aantal andere maatregelen is de deadline voorlopig nog niet bekend omdat nog niet alle voorstellen in alle officiële talen van de EU zijn vertaald.

De nationale parlementen kunnen ook in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

---

[1] http://marghem.belgium.be/nl/winter-package-de-prioriteiten-van-minister-marie-christine-marghem

[2] Beleidsnota van de minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling, DOC 54 2111/012, p. 30; zie http://www.dekamer.be/doc/FLWB/pdf/54/2111/54K2111012.pdf

8. **Ontwerpadvies met betrekking tot de subsidiariteit en proportionaliteit van de voorstellen:**

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

- betreffende de subsidiariteit: positief

Gelet op het grensoverschrijdend karakter van de aangelegenheid is het redelijk in een Europees optreden te voorzien. De doelstellingen op het gebied van energie-efficiëntie, hernieuwbare energie en klimaat kunnen beter worden bereikt op het niveau van de Unie die op haar beurt de acties op nationaal niveau ondersteunt. De voorstellen zijn bovendien een aanpassing van bestaande verordeningen of richtlijnen.

- betreffende de proportionaliteit: positief

De maatregelen lijken niet verder te gaan dan het beoogde doel en sluiten aan bij de strategie voor de Energie Unie, zoals vastgesteld in februari 2015, en bij de Overeenkomst van Parijs inzake klimaatverandering van december 2015.

Er komt een vereenvoudiging van de rapportering: jaarlijks één nationaal klimaat- en energieplan en één voortgangsverslag.

Elke lidstaat zal in het licht van de maatregelen in het Nationaal Actieplan zelf moeten aangeven hoe de doelstellingen te implementeren op het gebied van het terugdringen van de gasemissies, de hernieuwbare energie, de energie-efficiëntie en de interconnectiviteit.

De Europese Commissie krijgt in die context meer slagkracht op een manier die te vergelijken is met het Europees semester. In de veronderstelling dat de nationale plannen, naar het oordeel van de Commissie, onvoldoende ambitieus zijn, kan de Commissie op het niveau van de EU maatregelen nemen met het oog op de verwezenlijking van de objectieven.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerpwetgeving en mededelingen:

COM(2016)752 - Eindverslag van het sectoronderzoek naar capaciteitsmechanismen
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160752.do

COM(2016)759 – Ontwerpverordening - Governance van de Energie unie:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160759.do

COM(2016)761 – Ontwerprichtlijn “EU-strategie betreffende verwarming en koeling”:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160761.do

De termijn om een subsidiariteitsadvies over voorstel COM(2016)761 verstrijkt op 27 januari 2017.

COM(2016)763 – Mededeling “Versnelling van innovatie inzake schone energie”:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160763.do

COM(2016)765 – Richtlijn ”Energieprestatie van gebouwen”:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160765.do

De termijn om een subsidiariteitsadvies over voorstel COM(2016)765 verstrijkt op 27 januari 2017.

COM(2016)767 – Richtlijn “Bevordering gebruik hernieuwbare energie”:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160767.do

COM(2016)860 – Mededeling “Schone energie voor alle Europeanen”:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160860.do

COM(2016)861 - Interne markt voor elektriciteit (herschikking):
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160861.do

COM(2016)863 - Oprichting van een Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators (herschikking):
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160863.do

COM(2016)864 – Richtlijn – Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de Interne markt voor elektriciteit:
http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160864.do

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – energie in de EU – milieubeleid in de EU - alternatieve energie - duurzame ontwikkeling - energiebeleid – energiebesparing - energieproductie - energievoorziening – bouw – vermindering van gasemissie - vervoer

Redactie: Roeland Jansoone, eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be